Interview Georges Marchais 18 décembre 1976

I - POUR QUELLE RAISON VOTRE PARTI A-T-IL ABANDONNE LA NOTION DE DICTATURE DU PROLETARIAT? // LA LUTTE DE CLASSE PEUT-ELLE S'INSCRIRE DANS UN SYSTEME PLURALISTE ? LA DEMARCHE DE VOTRE PARTI N'EST-ELLE PAS DICTEE PAR DES PREOCCUPATIONS ELECTORALES?

La question à l'ordre du jour en France, c'est la nécessité de réformes démocratiques profondes visant à donner à la nation la maîtrise de son développement économique et social grâce à la nationalisation des grands monopoles, et à assurer la participation des travailleurs à la direction, à la gestion des affaires du pays à tous les niveaux, y compris au gouvernement.

La question à l'ordre du jour, c'est la conquête par notre peuple de libertés et droits nouveaux sur lesquels les travailleurs prendront appui pour développer leur lutte et contraindre au recul et à la défaite la grande bourgeoisie.

Nous proposons de la sorte à la classe ouvrière, aux travailleurs, au peuple de notre pays, d'agir pour la démocratisation de la vie économique, sociale et politique, la démocratisation continue, la démocratisation poussée "jusqu"au bout". C'est-à-dire jusqu'au socialisme.

Le socialisme pour lequel nous luttons sera un socialisme profondément démocratique, car il reposera sur la propriété des grands moyens de production par la société elle-même et sur le pouvoir politique du peuple travailleur (dans lequel la classe ouvrière joue un rôle décisif).

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Il sera profondément démocratique parce qu'il assurera aux travailleurs la condition première de leur liberté en supprimant l'exploitation, mais aussi parce qu il garantira, développera et étendra toutes les libertés que notre peuple a conquises. Qu'il s'agisse des libertés de pensée et d'expression, de création et de publication, des libertés de manifestation, de réunion et d'association, de circulation des personnes à l'intérieur du pays et à l'étranger, des libertés religieuses ou du droit de grève. Qu'il s'agisse aussi du respect du suffrage universel (avec la possibilité d'alternance démocratique qu'il comporte), du droit à l'existence et à l'activité des partis politiques, y compris des partis d'opposition, de l'indépendance de la justice ou du refus de toute philosophie officielle. Qu'il s'agisse enfin de l'extension des droits des travailleurs dans l'entreprise ou de l'autonomie des régions et collectivités locales dans l'exercice de leurs pouvoirs. Le socialisme dans notre pays doit s'identifier à la sauvegarde, à l'épanouissement et au développement des acquis démocratiques que des luttes longues et opiniâtres ont permis à notre peuple d'obtenir.

Tel est le socialisme, inséparable de la liberté, que nous voulons pour notre pays et que nous estimons possible de construire. C'est parce que la notion de "dictature du prolétariat" ne recouvre pas la réalité de ces objectifs pour lesquels nous luttons que le 22ème congrès de notre

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TUSTAV

Parti en a décidé l'abandon./On le voit, notre politique est étrangère à toute considération agressive et électoraliste. Il s'agit, pour nous, d'une question de principe ou, comme on dit, d'une question "stratégique".

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

II - QUELLE SERA L'ATTITUDE D'UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE A PARTICIPATION COMMUNISTE A L'EGARD DE L'ANCIENNE MAJORITE? COMMENT SE DEFENDRA-T-IL CONTRE UNE EVENTUELLE ACTION DES MILIEUX QUI VOUDRAIENT FAIRE OBSTABLE A L'APPLICATION DU PROGRAMME COMMUN ?

Je l'ai dit, nous sommes décidément attachés au respect des droits et libertés démocratiques. Par conséquent, et nous l'avons confirmé lors de notre 22ème congrès, nous entendons garantir à tous les citoyens les libertés d'opinion, d'expression, d'association, etc...Nous entendons garantir notamment le droit des partis d'opposition à s'organiser et à défendre leurs positions. Demain, comme aujourd'hui nous serons contre la censure et pour le pluralisme. En toutes circonstance, nous respecterons le verdict du suffrage universel.

Pour autant, cela veut-il dire que nous escomptions une soudaine abdication de la grande bourgeoisie et de son personnel politique ? Son départ volontaire et résigné de la scène de l'histoire ? Non . Nous disons aux travailleurs: pour faire triompher dans le pays un changement démocratique comme pour obtenir satisfaction à vos revendications immédiates, pour faire respecter le verdict du suffrage universel comme pour paralyser les tentatives de la réaction de recourir à l'illégalité et à la violence - il faut la lutte-lutte pacifique, certes, mais lutte résolue. Une suite de luttes persévérantes dont la classe ouvrière est la force principale, de luttes de masse, unitaires, faisant appel à de larges alliances. Il n'y a pas de progrès sans lutte. Et pour conduire cette lutte au succès, pour mettre en échec les tentatives de la réaction de faire obstable à l'application du programme commun, ej bien, il faut que les travailleurs, les masses populaires possèdent un parti précisément voué au combat de classe contre la réaction, un parti dynamique, déterminé et fidèle aux engagements pris devant le peuple. En bref, un puissant Parti communiste. ..

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

III - LA GESTION DES ENTREPRISES EST L'OBJET DE PROJETS DIVERS. AINSI, ON PARLE D'AUTOGESTION, DE PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, QU'EN PENSENT LES COMMUNISTES FRANCAIS ?

Pour nous, je vous l'ai dit, socialisme est synonime de démocratie. Et ceci dans tous les domaines - social, économique et politique. Nous voulons donc, entre autres le démocratie économique. Cela suppose naturellement que les principaux leviers de l'économie soient retirés des mains du petit nombre d'individus qui composent aujourd'hui une véritable aristocratie industrielle et financière, et qui font la pluie et le beau temps dans l'économie nationale. Cela suppose que ces leviers soient rendus aux mains de la nation elle-même. Mais la démocratie économique suppose aussi l'intervention des travailleurs dans la gestion de l'entreprise, et plus généralement d'ailleurs dans les affaires du pays.

Nos adversaires opposent démocratie et efficacité. Mais c'est le contraire qui est vrai ! La démocratisation de l'entreprise moderne est une condition de son efficacité : celle-ci, en effet, a tout à gagner à la fois du développement de l'esprit d'initiative et de responsabilité personnelles, et de la préparation collective des décisions.

Chaque salarié, quelque soit sa fonction, doit avoir le droit et la possibilité de s'exprimer, de défendre ses intérêts, et aussi de prendre part à la marche de l'entreprise. Il doit pouvoir participer, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, aux choix, aux décisions et aux contrôles. C'est ce que prévoit de façon détaillée le programme commun de la gauche (sur l'insistance de notre parti), en particulier dans les entreprises nationalisées.

Ce sont là les traits principaux de ce que nous appelons, pour notre part la gestion démocratique des entreprises. C'est une conception claire, concrète, que les travailleurs comprennent et approuvent. Par contre, personne n'a jamais pu nous exépliquer clairement ce que signifie l'autogestion. Cela lit, nous n'avons pas le fétichisme des mots. Ce qui importe, c'est l'idée, le contenu, l'orientation. Nous,nous voulons donner vraiment la parole aux travailleurs,

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

IV - VOTRE PARTI DEVELOPPE UNE POLITIQUE D'UNION AVEC LES SOCIALISTES. COMMENT APPRECIEZ-VOUS LES PARTIS SOCIALISTES ET SOCIAL DEMOCRATES ? Y A T-IL DES MODIFICATIONS QUANT AUX DIFFERENCES ENTRE CES PARTIS ET VOTRE PARTI ?

Effectivement, toute l'histoire de notre parti est marquée par la lutte pour l'union: l'union la plus large de toutes les masses populaires victimes de la domination du grand capital, et de leurs organisations politiques, l'union pour un changement véritable de politique. Nous voulons l'union parce qu'elle décuple la puissance de la classe ouvrière, des travailleurs. Nous n'avons cessé de prendre des initiatives dans ce domaine et chaque fois que nous sommes parvenus à faire progresser l'union, ce fut bénéfique pour la classe ouvrière, pour notre peuple.

Ce fut le cas avec le front populaire qui fit obstacle à la vague fasciste en France et arracha d'importantes conquêtes sociales. Ce fut le cas pendant la résistance nationale à l'invasion hitlérienne. Ce fut le cas à la Libération, avec la participation de ministres communistes au gouvernement. Au moment des plus grandes difficultés, nous n'avons jamais renoncé à la lutte pour l'union. C'est ainsi que pendant 10 ans nous avons lutté pour rallier le Parti socialiste à l'idée qu'il était nécessaire d'adopter avec nous un Programme commun de gouvernement d'un contenu économique et social avancé. Et c'est bien grâce à nos efforts qu'en Juin 1972, un tel Programme commun a finalement été adopté par la gauche.

Naturellement, communistes et socialistes continuent à être profondément différents sur beaucoup de choses. Nous Communistes, nous avons une conception scientifique du monde et du socialisme. Nous nous plaçons en toutes questions du point de vue de la classe ouvrière et de ses intérêts. Nous sommes le parti du combat contre la grande bourgeoisie exploiteuse, contre le système du capitalisme monopoliste. Nous sommes le parti qui veut, non pas "améliorer" la société capitaliste existante, mais changer de société. En un mot, nous sommes un parti révolutionnaire.

.../...

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

garantir leur intervention, leur participation, leur contrôle dans la direction et la gestion de l'entreprise. Agir dans cette voie, c'est libérer un formidable potentiel de ressources de création, d'invention, d'organisation dont sont riches les travailleurs manuels et intellectuels. C'es aussi celà, le socialisme !

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

V - LES CENTRALES SYNDICALES ONT UN ROLE IMPORTANT EN FRANCE, COMMENT CONVEVEZ-VOUS VOS RAPPORTS AVEC CES ORGANISATIONS?

Conciliez

Il est vrai que les centrales syndicales jouent un grand rôle en France. La C.G.T. est la plus importante d'entre elles; elle est la grande organisation "de classe et de masse" des travailleurs français.

Nous considérons que les syndicats doivent être totalement indépendants des partis politiques et indépendants de l'Etat.

En France, cette indépendance est une tradition, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays européens (par exemple la Grande-Bretagne ou l'Allemagne fédérale) où les syndicats sont étroitement liés à des partis. Chez nous, les communistes qui militent dans les syndicats s'en tiennent au strict respect du programme et des statuts de ces derniers.

Les syndicats ont des objectifs, des responsabilités spécifiques. En même temps il est clair que la lutte qu'ils mènent pour la défense des revendications ouvrières, pour le progrès social et démocratique, et - en ce qui concerne plusieurs d'entre eux - pour le socialisme, les conduisent souvent à se retrouver aux côtés de notre Parti et les autres partis de gauche dans l'action sociale et politique. Pour sa part, la C.G.T. apporte son soutien au programme commun de la gauche. Nous estimons possible et souhaitable la coopération de notre Parti avec les divers syndicats dans le respect de la vocation de chaque organisation, et cela aussi bien demain qu'aujourd'hui. Cela ne peut en effet que favoriser le vaste rassemblement des forces démocratiques, l'union du peuple de France à laquelle nous travaillons. Et puisque nous parlobs des syndicats, permettez-moi de rappeler que la CGT prend pleinement en compte les revendications des travailleurs immigrés, notamment des travailleurs turcs, qui reconnaissent d'ailleurs en elle le défenseur inlassable de leurs intérêts.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Le Parti socialiste se réclame lui, de la tradition social-démocrate c'est à dire du réformisme. Il s'est écarté de la collaboration de classe avec la droite, mais il n'a pas rompu avec cette vieille pratique. Et l'on compte très peu d'ouvriers parmi ses organismes dirigeants. Naturellement, c'est le droit du Parti socialiste de rester ce qu'il est. C'est aussi notre droit d'être communistes et d'entendre le rester. Nous sommes convainqus de mieux servir ainsi les intérêts immédiats et d'avenir des travailleurs français. En même temps, nous attachons la plus grande importance au maintien et au développement de l'union que nous avons réalisée sur un bon programme . Cette union est indispensable pour faire franchir une étape décisive à notre pays sur la voie de la démocratie et du socialisme. Nous sommes donc résolus à poursuivre en permanence le combat pour renforcer cette union, pour neutraliser les tentatives inlassables de la grande bourgeoisie qui cherche par tous les moyens à la briser.

Nous poursuivons en même temps à l'échelle de l'Europe occidentale, avec patience, nos efforts en faveur d'un rapprochement entre communistes, socialistes et sociaux-démocrates, rapprochement conforme à l'intérêt des travailleurs. Par delà les divergences qui nous séparent, il existe des possibilités d'action commune pour contribuer ensemble à construire une Europe pacifique, démocratique et indépendante, une Europe des travailleurs. Nous avons d'intéressants contacts à ce sujet. Nous souhaitons les élargir, dans le respect de la personnalité, de l'originalité de chacun.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV

VI - QUELLE SERA LA POLITIQUE D'UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE EN CE QUI CONCERNE LES RAPPORTS DE LA FRANCE AVEC LA C.E.E ET AVEC L'OTAN ?

Nous sommes très attachés au développement de la coopération la plus large, dans tous les domaines, abec tous les pays sans discrimination, notamment en Europe. Il n'est donc pas question de mettre en cause les liens économiques étroits qui existent entre la France et les pays de la C.E.E. Avec un gouvernement de gauche, la France continuera de participer aux institutions de la C.E.E et à ses activités.
Cela étant, au sein de la C.E.E, les représentants de la France s'emploieront à défendre résolument les intérêts des travailleurs français. Ils s'efforceront de modifier l'orientation des ~~pratiques~~ politiques communautaires dans un sens antimonopoliste, de libérer la C.E.E de la domination du grand capital, de démocratiser ses institutions.

En même temps - et c'est un point essentiel - le contrat commun de la gauche prévoit que la France, dans tous les cas, devra conserver son entière liberté d'appliquer sans entraves le programme politique, économique et social de son gouvernement.

Le Programme commun de Gouvernement de la Gauche prévoit d'autre part que la France - tout en demeurant en dehors de l'OTAN, qu'elle a quitté en 1966 à l'initiative du Général de Gaulle - restera membre de l'Alliance atlantique. Notre pays n'en manifestera pas moins la volonté de s'engager sur la voie, de l'indépendance à l'égard de tout bloc politico militaire quel qu'il soit, et se prononcer pour toute initiative favorisant le dépassement et la dissolution simultanée du Traité de l'Atlantique Nord et du Traité de Varsovie. Notre objectif à nous, Communiste français, ce n'est en effet pas du tout de faire "basculer" la France du Pacte Atlantique dans le bloc constitué par le Traité de Varsovie, c'est de parvenir à la dissolution de tous les blocs politico militaires. Nous sommes contre la politique de bloc.

.../...

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

VII - QUELLE IMPORTANCE ATTACHEZ-VOUS A L'EVOLUTION POLITIQUE EN TURQUIE OU L'ON CONSTATE UNE POUSSE DE LA GAUCHE? PENSEZ-VOUS QUE CETTE EVOLUTION S'INSCRIT DANS LA PERSPECTIVE D'UNE EUROPE NOUVELLE?

Nous sommes, pour notre part, scrupuleusement attachés au principe de la non ingérence dans les affaires des autres peuples. Et pas seulement au principe! C'est pour nous une pratique constante. N'attendez donc pas de moi que je m'immisce d dans la vie politique intérieure de la Turquie.

Cette attitude n'affaiblit naturellement en rien la solidarité profonde que nous éprouvons - et que nous manifestons en France en maintes occasions - à l'égard de toutes les forces qui luttent dans le monde pour la liberté et le progrès social. Dans cet esprit, nous ne cachons pas notre amitié, notre solidarité avec les démocrates turcs dans l'action qu'ils mènent pour la justice sociale, le respect des libertés, la légalisation de tous les partis politiques, la paix et la bonne entente entre les peuples.

Nous ne pouvons que nous féliciter de l'évolution générale que l'on enregistre à ce sujet en Europe et qui se traduit - malgré des inégalités préoccupantes - par une progression des forces ouvrières et démocratiques, de leurs organisations et de leur influence.

J'ajoute que nous avons la conviction que tout développement de la démocratie en Turquie est un facteur de rapprochement avec les autres nations du continent et particulièrement avec la France. Et nous sommes pour notre part très attachés au développement des relations entre nos deux pays dans l'intérêt des peuples turcs et français.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Ce qui nous anime, dans ces questions, c'est le respect scrupuleux de l'indépendance de la France. La politique de la France ne peut en aucun cas être décidée ailleurs qu'à Paris et sans aucune ingérence étrangère.

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI